

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans le quotidien "USA Today" du 18 septembre 2006, notamment sur le nucléaire iranien, la situation au Liban, au Darfour soudanais et en Irak, et sur les relations franco-américaines.

QUESTION - Quelles sont les perspectives en vue d'une solution aux problèmes iraniens ? Une solution de compromis vous semble-t-elle possible ?

LE PRESIDENT - Il y a d'abord un fait. C'est que, depuis un certain nombre d'années, l'Iran poursuit un programme litigieux concernant la technologie nucléaire. L'Iran affirme que c'est un programme civil. Nous pouvons avoir des doutes sur la finalité de ce programme. Des discussions ont été engagées par l'Europe avec l'Iran, c'est-à-dire par l'Allemagne, l'Angleterre et la France. Puis il y a eu le vote de la résolution 1696 du Conseil de sécurité. Le problème qui se pose est de savoir s'il faut imposer une solution ou, au contraire, s'il faut trouver une solution par le dialogue. Étant entendu que, pour les Européens, l'interruption de l'enrichissement est un élément essentiel. Ces négociations ont pris de l'ampleur, avec d'abord l'arrivée des Russes et des Chinois, et ensuite des Américains. Ce sont maintenant les Six pays qui parlent avec l'Iran, dans un esprit qui doit être un esprit de dialogue.

Comment peut-on en sortir ? Je pense qu'il serait opportun d'engager une négociation qui pourrait d'abord se traduire par un accord entre les Six et l'Iran sur l'ordre du jour, et la durée de la négociation. La négociation pourrait s'engager à partir de deux principes. Du côté des Six, il y aurait un accord pour suspendre la saisine du Conseil de sécurité pendant la durée de la négociation. Du côté de l'Iran, il y aurait un accord pour stopper la poursuite de l'enrichissement de l'uranium pendant la durée de la négociation. Au terme de la négociation, nous verrions si un accord a pu intervenir. A ce moment-là, chacun prendrait ses responsabilités. Dans le cas où il y aurait la confirmation, définitive, d'un accord, qui comprendrait l'interruption, la cessation, de l'enrichissement de l'uranium par l'Iran, ceci mettrait un terme à l'action des Six au Conseil de sécurité.

C'est ce qui est actuellement examiné par les deux personnalités qui discutent ensemble, M. SOLANA pour les Six et M. LARADJANI pour l'Iran. Cette discussion se poursuit. J'espère qu'elle aboutira à une conclusion positive. Je pense que le dialogue est, en toute hypothèse, préférable à l'affrontement.

QUESTION - Pour des raisons d'orgueil, de fierté, les Iraniens n'ont pas voulu suspendre l'enrichissement avant les négociations. Est-il possible que les Européens et les ministres des affaires étrangères européens puissent rencontrer M. LARADJANI ? Les Iraniens annonceraient alors une suspension et les Américains rentreraient dans les négociations. J'ai entendu dire que c'est une idée qui avait été lancée...

LE PRESIDENT - C'est une hypothèse que l'on pourrait parfaitement étudier.

QUESTION - Est-ce que la France serait favorable à une telle hypothèse ?

LE PRESIDENT - Si on peut aboutir à une décision définitive avec pour objectif l'interruption de l'enrichissement de l'uranium, pourquoi pas ?

QUESTION - Si la voix diplomatique n'aboutit pas ? Si les Iraniens continuent à refuser de suspendre leurs activités d'enrichissement, la France soutiendra-t-elle des sanctions qui

pourraient être votées au Conseil de sécurité ?

LE PRESIDENT - Je suis par principe hostile aux sanctions. L'expérience a montré que les sanctions ne débouchent jamais sur quelque chose de positif, surtout avec un grand peuple fier, porteur d'une vieille culture comme l'Iran. Je ne crois pas que ce soit par des sanctions que l'on obtiendra quelque chose. Je n'exclue pas cependant qu'il y ait des sanctions. Mais elles devraient alors être examinées par les Six et, dans un premier temps, elles devraient être provisoires et proportionnées. Mais ce n'est pas l'hypothèse sur laquelle je me fonde. J'espère que l'on devrait pouvoir arriver à une solution qui exclue, d'une part les sanctions, et d'autre part l'enrichissement. En tout cas, c'est l'objectif que nous poursuivons.

QUESTION - Donc, vous êtes optimiste Monsieur le Président ?

LE PRESIDENT - Oui, c'est dans ma nature.

QUESTION - Puis-je vous parler d'un autre sujet qui est effectivement lié à cette question : le Liban ? Etes-vous préoccupé par la sécurité des troupes françaises qui ont été envoyées au Liban ?

LE PRESIDENT - Cette préoccupation ne concerne pas seulement les troupes françaises, mais l'ensemble des troupes de la FINUL. Je voudrais vous rappeler que la France a pris la décision d'envoyer des troupes après avoir négocié, pendant plusieurs jours, avec le Secrétaire général de l'ONU et le Département des Opérations de maintien de la Paix, les modalités d'emploi, la stratégie et les moyens dont disposeraient les troupes de la FINUL. C'est au terme de cette discussion, et lorsque nous avons eu l'assurance que les troupes de la FINUL auraient les moyens d'assurer leur protection, et leur mission, que nous avons pris la décision d'envoyer des troupes, et de demander à d'autres partenaires de se joindre à cet effort. Nous avons été en contact permanent avec l'Italie. Nous avons obtenu qu'un certain nombre d'Européens s'associent à cet effort. Et pas seulement les Européens. Nous avons fait un gros effort, lors réunion de l'ASEM, à Helsinki, la semaine dernière, pour obtenir l'accord de plusieurs pays asiatiques musulmans, notamment l'Indonésie, la Malaisie et le Sultanat de Brunei, pour qu'ils participent à la FINUL. Comme il ne fallait pas que ce soit seulement les pays asiatiques musulmans qui soient associés, mais les autres pays asiatiques, nous avons eu des discussions approfondies avec le Premier ministre chinois et le Président Coréen à Helsinki pour obtenir qu'ils envoient aussi des troupes. Nous avons fait les mêmes démarches auprès des Russes, qui ont également accepté. Ce n'est donc pas seulement l'Europe, ce n'est pas seulement les pays musulmans d'Asie, c'est la communauté internationale dans son ensemble qui s'est associée à cet effort pour donner au gouvernement libanais les moyens de déployer ses forces au Sud, et assurer son autorité sur l'ensemble du territoire. Parce qu'il est évident qu'il n'y a pas d'Etat qui n'exerce pas la pleine autorité sur la totalité de son territoire.

QUESTION - Le général français Alain PELEGRINI, qui commande la FINUL, aurait dit que si les troupes libanaises ne désarmaient pas le Hezbollah, il reviendrait à la FINUL de le faire ? Est-ce que la France est prête à endosser ce genre de responsabilités ?

LE PRESIDENT - Je ne connais pas ces déclarations du général PELLEGRINI mais je doute qu'il ait dit cela.

QUESTION - Peut-être qu'il a été mal cité.

LE PRESIDENT - Probablement... La FINUL n'a pas en effet pour mission de désarmer le Hezbollah. Le désarmement du Hezbollah est dans la nature des choses. Ceci est prescrit par la résolution 1559 du Conseil de sécurité. Et va de pair avec la restauration de l'autorité de l'Etat libanais sur l'ensemble de son territoire. Nous avons toujours dit qu'il appartenait au gouvernement libanais, dans le cadre d'une négociation libanaise, de mettre en oeuvre le processus qui permettra au Hezbollah de se transformer, d'une milice, en parti politique, ce qui est légitime et naturel.

QUESTION - Je veux revenir à ma question initiale. Voyez-vous un lien, Monsieur le Président, entre les négociations avec les Iraniens et le rétablissement de la stabilité au Liban et, en particulier, dans le sud du Liban ?

LE PRESIDENT - Il est certain que l'Iran a un rôle important à jouer dans la stabilité générale de

la région. Chacun connaît les liens qui peuvent exister entre l'Iran chiite et le Hezbollah chiite. Mais rien ne permet de dire, aujourd'hui, que l'Iran jouerait la carte du pire. Je ne le crois pas.

QUESTION - Quand je vous ai rencontré il y a trois ans, il était déjà évident que les choses ne se passaient pas très bien en Irak pour les Etats-Unis. Comment appréciez-vous la situation dans la région maintenant ? Est-ce que le monde est un monde plus sûr depuis l'invasion de l'Irak ?

LE PRESIDENT - Je ne vais pas revenir sur la position de la France au moment de la guerre en Irak. Aujourd'hui, nous avons une situation qui est de plus en plus inquiétante avec un risque d'affrontement, de guerre civile et d'éclatement de l'Irak. Ce qui serait une très mauvaise chose pour la stabilité de la région. Il y a maintenant un Premier ministre irakien qui essaye d'élargir son assise. Naturellement, nous soutenons son action. Mais je ne dirai pas que je suis très optimiste.

QUESTION - Considérez-vous qu'il y a, à l'heure actuelle, une guerre civile en Irak ?

LE PRESIDENT - Cela dépend de ce que l'on appelle une guerre civile. Mais, on n'en est pas loin. Il faut donner au peuple irakien le sentiment qu'il y a une durée limitée à la présence de forces étrangères, même si je ne me prononce pas sur la date d'un retrait. Mais je crois que cela s'impose, et qu'il faut dire au peuple irakien qu'il va recouvrer sa liberté. C'est un élément non négligeable pour l'Irak.

QUESTION - Vous allez voir le Président BUSH demain et allez-vous vous proposer une date, ou demander des garanties, pour un retrait des troupes américaines ?

LE PRESIDENT - Je crois qu'il faudra, d'une façon ou d'une autre, le faire. Mais je reconnais que cela pose énormément de problèmes.

QUESTION - En fait, quoique l'on fasse, on est condamné, on est perdant ?

LE PRESIDENT - Non. On n'est jamais perdant. On peut toujours espérer un rétablissement de la situation. Mais, pour le moment, la situation n'est pas très encourageante.

QUESTION - Estimez-vous que nous sommes plus en sécurité maintenant qu'il y a trois ans, que la région est plus stable qu'elle ne l'était ?

LE PRESIDENT - Je n'ai pas ce sentiment.

QUESTION - Maintenant le Darfour. C'est un génocide, au ralenti, que nous sommes en train de voir se dérouler sous nos yeux. Que pouvons-nous faire pour que les autorités soudanaises autorisent le déploiement d'une force adéquate dans cette région ?

LE PRESIDENT - Je suis très inquiet pour le Darfour. C'est une région très vaste, partie d'un pays qui est le plus grand d'Afrique, qui comporte beaucoup d'ethnies, beaucoup de gens qui s'opposent les uns aux autres, qui contestent le gouvernement. Il semble que le Président du Soudan, M. BECHIR ait confirmé son intention de régler le problème par la force. En tout cas, c'est l'impression que nous avons depuis quelques jours, avec la reprise des bombardements. Il y a déjà eu des millions de déplacés, des centaines de milliers de morts. C'est une situation absolument dramatique. C'est maintenant la fin de la saison des pluies, c'est-à-dire que tout le monde va pouvoir à nouveau se déplacer sur les routes. Combiné avec ces actions de force cette situation risque de provoquer, à nouveau des millions de déplacés, dans des conditions dramatiques, avec à nouveau, probablement, des milliers et des milliers de morts.

La force de l'Union africaine n'a à l'évidence pas la possibilité, ni les moyens, de maintenir l'ordre au Darfour.

C'est ce qui a conduit à l'idée de déployer une force importante de l'ONU, d'environ 20 000 hommes. C'était la voix de la sagesse. Nous soutenons cette position. Le problème, c'est que le Président BECHIR refuse, dans l'état actuel des choses, l'entrée des forces de l'ONU au Soudan et au Darfour. J'aurai l'occasion demain, avec d'autres probablement, d'appeler solennellement l'attention de l'Assemblée générale de l'ONU sur les conséquences dramatiques de cette situation et sur la nécessité impérieuse d'y porter remède.

Je reconnais que le Président BECHIR n'est pas seul, qu'il est soutenu par quelques pays, notamment de l'Afrique arabe. Je crois qu'il faut appeler l'attention de tous ces pays sur le nouveau drame qui est en train de se préparer. Il n'y a pas d'autre solution que l'entrée des forces de l'ONU au Darfour, et en nombre suffisant.

On peut sans doute, c'est le rôle du secrétaire général, faire en sorte que ces troupes soient pour

On peut sans doute, c'est le rôle du secrétaire général, faire en sorte que ces troupes soient pour l'essentiel, si possible, des troupes venant de pays musulmans. On peut rechercher des modalités, mais il n'y a pas d'autre solution que d'avoir des troupes de l'ONU pour maintenir l'ordre, sinon la situation risque de devenir dramatique.

QUESTION - Quels moyens de pression avez-vous sur BECHIR ? Il est protégé par la Chine au Conseil de sécurité ?

LE PRESIDENT - On doit pouvoir discuter avec les Chinois. Ce sont plutôt certains pays arabes qui le soutiennent.

QUESTION - Vous pensez que ce sont eux le problème ?

LE PRESIDENT - En tout cas, ce qui me paraît nécessaire, c'est d'exercer une pression suffisante. C'est ce que je vais dire, demain. D'autres, probablement, le diront aussi. Exercer une pression suffisante sur le Président BECHIR pour qu'il accepte les troupes de l'ONU. Il n'y a pas d'alternative. L'alternative c'est le drame. La conviction de BECHIR qu'il pourra régler le problème par la force est totalement éronnée.

QUESTION - De quels moyens disposez-vous pour que cette pression soit effective ?

LE PRESIDENT - La force de la communauté internationale, si elle se mobilise vraiment. En tout cas, la France sera, dans cette affaire, tout à fait sur la même ligne que les Etats-Unis pour mobiliser la communauté internationale.

QUESTION - C'est peut-être malheureusement la dernière fois, la deuxième et la dernière fois, que j'aurai l'occasion de vous interviewer en tant que Président.

LE PRESIDENT - Vous n'en savez rien. Il y a un vieux proverbe, en français, qui dit : « jamais deux sans trois ».

QUESTION - Quoiqu'il en soit, j'aimerais vous poser quelques questions sur l'héritage que vous laissez en tant que Président. Vous avez connu le succès, et des moments plus difficiles durant ces onze années. Quels sont vos souvenirs de plus grands succès et de moments plus difficiles ?

LE PRESIDENT - Ce n'est pas à moi de juger les succès ou les moments difficiles. J'exprimerai simplement une certaine satisfaction de voir que la situation économique et sociale de la France s'améliore. C'est ce que l'on observe sur le plan de l'emploi, sur le plan de la situation financière. La France va être le seul grand pays de l'Eurozone à maintenir son déficit en dessous de 3 %. Nous avons un problème, qui doit être traité aujourd'hui, et qui est celui du pouvoir d'achat, avec la reprise de la croissance. La croissance en France va être, là encore, la meilleure de tous les pays de l'Eurozone. Avec la reprise de la croissance, tout à fait légitimement, les Français souhaitent une amélioration de leur pouvoir d'achat. Il faut donc en tirer les conséquences. J'ai indiqué très clairement quelle était la ligne qui devait être suivie jusqu'aux prochaines élections. J'ai encore eu l'occasion de le dire ce matin dans une intervention que j'ai faite à la radio française.

QUESTION - Le point sur vos relations que vous avez avec les Etats-Unis. Quand nous nous sommes rencontrés pour la dernière fois, elles n'étaient pas très bonnes. Il faut que vous sachiez que l'on ne parle plus des « Freedom fries ». On reparle des « French fries » même à la cafétéria du Congrès...

LE PRESIDENT - Je m'en réjouis...

QUESTION - Quel est votre sentiment ? Est-ce qu'on est revenu un peu à une amélioration ?

LE PRESIDENT - Nous sommes dans un monde où les choses sont toujours très fortement exagérées par les observateurs. Quand je dis les observateurs, je ne parle pas seulement des observateurs médiatiques, je parle aussi des observateurs politiques. C'est comme cela. Des petites choses deviennent hors de proportion. Je peux vous dire une chose, c'est que les relations entre la France et les Etats-Unis sont très anciennes. Elles ont toujours été marquées par la solidarité, l'estime et l'amitié. Bien entendu, il peut y avoir sur telle ou telle décision, ou point particulier, des divergences de vues. Nous ne sommes pas alignés les uns sur les autres. On peut parfaitement avoir des points de vue différents, et quand on en a, on en discute. Mais ce ne sont que des exceptions qui confirment la règle. Les relations entre la France et les Etats-Unis sont et restent bonnes et resteront bonnes. C'est dans la nature des choses. Le lien transatlantique est un lien tout à fait essentiel dans l'équilibre du monde moderne, de plus en plus essentiel avec

l'évolution du monde. Alors, voilà, ce n'est pas un problème de « French fries »...

QUESTION - Une dernière question, Monsieur le Président, un petit peu impertinente, peut-être. M. SARKOZY était à Washington, vous le savez, il a été bien reçu par le Président BUSH. Il vous a quelque peu critiqué, sans le faire directement, sur les différends entre la France et les Etats-Unis, et la rupture, à propos de l'Irak. Est-ce que cela vous a énervé de voir comment il avait été reçu à Washington ?

LE PRESIDENT - Pas du tout. Non seulement, cela ne m'a pas énervé, mais il m'avait fait part de son voyage et j'avais demandé à nos diplomates de lui réserver le meilleur accueil ce qui, d'ailleurs, a été fait, et ce qui était légitime. M. SARKOZY est un membre éminent du gouvernement, et dans son domaine, il est solidaire de ce qui se passe au gouvernement. Il est également Président d'un parti politique auquel je suis très attaché et, à ce titre, il est tout à fait légitime qu'il ait telle ou telle opinion personnelle. Ce qui ne met en aucun cas en cause la solidarité gouvernementale. Je me réjouis de son voyage aux Etats-Unis, d'autant qu'il a eu lieu pour le cinquième anniversaire du 11 septembre. Nous avons tous été traumatisés en Europe par le 11 septembre, en particulier en France. Nous avons été très solidaires du drame américain. Il y avait cet anniversaire et il était utile qu'un des membres les plus éminents du gouvernement puisse témoigner, à cette occasion de la solidarité de la France. Je lui avais demandé de faire, ce qu'il a très bien fait.

QUESTION - Qu'aimeriez-vous dire, Monsieur le Président, que nous n'ayons pas abordé et qui vous semble important, qu'il serait important que sachent les Américains ?

LE PRESIDENT - Que l'on ne peut pas régler aujourd'hui le conflit israélo-palestinien qui, depuis trop longtemps, crée une situation extrêmement sérieuse et qui est le prétexte, pour un certain nombre de gens, au terrorisme. Il faut donc trouver une solution à ce problème. Il n'y aura pas de solution s'il n'y a pas un accord entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement israélien. Cet accord, naturellement, est largement fonction de l'autorité des Etats-Unis. Je crois que la situation étant ce qu'elle est aujourd'hui, il y a, entre ces deux peuples, une méfiance. Il n'y a plus de confiance. Il y a eu des périodes de confiance, et on a été près du but, du temps de BEGIN et SADAT, du temps de RABIN et ARAFAT. On a été tout près du but. Il y avait une certaine confiance qui existait. Aujourd'hui, cette confiance a disparu. Il faut donc la rétablir. Elle ne se rétablira pas toute seule.

C'est pourquoi je propose, d'une part, de réunir très vite le Quartet qui a vocation à parler de ces problèmes. L'objectif du Quartet devrait être la préparation d'une conférence internationale qui permettrait à la communauté internationale de dire clairement quelles sont les garanties qu'elle est disposée à donner aux deux parties pour garantir l'accord qu'elles pourraient passer entre elles. Je crois que c'est tout à fait essentiel. Je suis très inquiet de la situation actuelle à Gaza. On ne peut pas laisser cette situation se dégrader comme elle se dégrade actuellement. Cela comporte des conséquences dramatiques pour les Palestiniens. C'est grave pour les Israéliens. Je suis persuadé que les deux peuples, en réalité, souhaitent beaucoup qu'il y ait deux Etats qui vivent l'un à côté de l'autre, en sécurité, une sécurité garantie par la communauté internationale. Actuellement, la situation à Gaza est dramatique. Pensez qu'il y a un million de personnes là-bas, sans compter les familles des fonctionnaires qui ne sont pas payées depuis cinq mois. Vous voyez un peu les conséquences que cela peut comporter, sans compter les actions militaires à Gaza. Je vous laisse imaginer ce que cela nourrit comme ressentiment, comme haine. Après, il faut essayer d'arranger tout cela. On ne peut pas continuer à ne rien faire.

QUESTION - Est-ce que vous allez soulever ce point avec le Président BUSH demain ?

LE PRESIDENT - Certainement. Je vais même le soulever publiquement à l'ONU.

QUESTION - Est-ce que c'est une nouvelle proposition de tenue de conférence ou est-ce que c'est quelque chose dont vous avez déjà parlé ?

LE PRESIDENT - C'est une idée que j'ai depuis quelque temps mais que je vais exprimer, de façon claire, devant l'ONU. C'est, d'une part, une réunion du Quartet, suivie d'une conférence internationale pour apporter les garanties de la communauté internationale à l'accord qui pourrait intervenir entre les deux parties.

QUESTION - Est-ce que la France serait prête à accueillir une telle conférence ?

LE PRESIDENT - Oui, cela ne pose pas de problème.

QUESTION - On verra bien ce que dira le Président BUSH. Merci infiniment.

LE PRESIDENT - Je vous remercie.